

Appel à contribution pour un numéro spécial de la revue *Regards géopolitiques* du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG) de l'Université Laval en marge du colloque « Le soft power en Asie à l'ère de la covid-19 et des nouvelles routes de la soie », lequel se tiendra virtuellement du 6 au 9 avril 2021.

Les personnes intéressées à soumettre un article peuvent faire parvenir un titre provisoire ainsi qu'un court résumé (8 lignes environ) avant le 15 décembre à François Martin (francois.martin.6@ulaval.ca). Les textes, d'une longueur de 5 à 10 pages, devront par la suite soumis être d'ici le 15 mars.

Le soft power en Asie à l'ère de la covid-19 et des nouvelles routes de la soie

Le soft power se définit par la capacité d'un État à influencer et à orienter les relations internationales en sa faveur par un ensemble de moyens autres que coercitifs, procédés qui relèvent pour leur part du hard power, ou pouvoir de contrainte¹. Il renforce ainsi la légitimité de son action internationale, ce qui constitue également un facteur de puissance. Cette influence s'exerce autant à l'égard des adversaires que des alliés et vise tous les acteurs des relations internationales (ONG, firmes transnationales...). Depuis la fin de la Guerre froide, le concept de soft power, mis en avant par J. Nye, a beaucoup été utilisé pour caractériser la puissance de la Chine. Celle-ci dispose en effet d'une « puissance douce » qui s'exprime de différentes manières : la diplomatie, les alliances, la coopération institutionnelle, l'aide économique, les investissements, l'attractivité de la culture, l'éducation, le rayonnement d'un modèle politico-économique et de valeurs constituent les principaux vecteurs du soft power.

La Chine semble parvenue à sortir de la crise de la covid-19 et a repris son ascension politique, profitant des déboires des États-Unis et des divisions européennes. La politique de main tendue vers les sociétés en développement, sorte de variante des routes de la soie en y ajoutant un volet sanitaire, place Pékin en position de force. Ainsi, tous les pays d'Afrique se sont vus proposer une aide, et de telles initiatives se sont multipliées dans le monde entier, la Chine étant le seul pays à pouvoir se projeter de la sorte.

Pékin profite également des voltefaces de Washington pour s'imposer sur la scène internationale et assumer un leadership qui pourrait lui permettre d'accélérer la transition de puissance observée depuis quelques années. Les querelles sur l'OMS, la question de l'ouverture des frontières ou encore les projets d'investissements sont au cœur des stratégies chinoises visant à se projeter sur le « monde d'après ». Les dirigeants chinois tentent ainsi de dégager les opportunités qui se présentent, comme ils le firent il y a une décennie à l'occasion de la crise financière qui accéléra la montée en puissance économique chinoise, l'objectif cette fois étant de tirer profit de la vacance d'un leadership international et de plaider en faveur d'une multipolarité dont la Chine serait l'un des principaux acteurs, sinon le principal.

Ainsi, la « diplomatie du masque » s'inscrit ainsi dans la continuité de la stratégie de soft power chinois, pensée dès les années 1990 et mise en œuvre à partir des années 2000, et

du projet des nouvelles routes de la soie (BRI). Détail intéressant, cette stratégie de main tendue ne se limite pas à quelques acteurs, mais se veut, comme la BRI, globale.

Dans ce contexte de communication très proactive de la Chine, les autres États asiatiques ne sont pas en reste. Le Japon tente de faire valoir son respect de la différence et propose un « partenariat pour des infrastructures de qualité », à travers une posture que certains observateurs qualifient de conflictuelle avec la Chine, d'autres de rivalité soft... la politique soutenue de soft power du Japon en Asie centrale a permis de maintenir une image résolument positive pour le pays, au contraire de l'image très contrastée de la Chine, surtout depuis le lancement des nouvelles routes de la soie. Bien que très affectée pendant plusieurs semaines, la Corée du Sud a rapidement capitalisé sur les succès de sa stratégie sanitaire et repris son opération séduction, notamment en direction des pays d'Asie du Sud-est. Taïwan a engagé sa propre diplomatie du masque et souligné sa gestion exceptionnelle de la crise, avec seulement sept décès. Singapour a déployé des moyens technologiques importants, et offre ainsi à ses voisins une nouvelle démonstration de sa modernité. L'Inde s'efforce elle aussi de se poser en alternative à la BRI. Comment, dans ce contexte doublement en évolution rapide, les États asiatiques mobilisent-ils l'outil du soft power ?

La revue Regards géopolitiques

Regards géopolitiques est le bulletin du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG). Cette nouvelle revue se propose de publier en ligne des articles qui contribuent à la compréhension ou d'explication d'enjeux de pouvoir sur des territoires. Dans ce cadre, Regards géopolitiques reçoit des analyses multidisciplinaires et multi-scalaires centrées sur des enjeux géopolitiques contemporains et futurs.

La revue invite des auteurs étrangers et des non-géographes (urbanistes, sociologues, anthropologues, économistes, politologues, historiens, démographes...) à collaborer, tout comme il accepte des recherches étudiantes en cours ou terminer. Regards géopolitiques accepte également d'étudier des textes inédits d'experts : diplomates, stratèges, consultants, journalistes et analystes. Regards géopolitiques publie des articles courts, des notes de recherche, des comptes rendus d'enquêtes et de colloques, des notes de lecture, et, enfin, des tribunes de discussions.